

# SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1954-1955.

10 FÉVRIER 1955.

**Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.**

PROJET REAMENDE  
PAR LA  
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

- ARTICLE PREMIER.

§ 1. — Les traitements du premier président, du président, des conseillers, de l'auditeur général, des auditeurs, des membres du bureau de coordination, des substituts de l'auditeur général, du greffier et des greffiers adjoints du Conseil d'Etat, sont fixés comme suit :

R. A 4677.

Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :

- 134 (Session de 1952-1953) : Projet de loi;
- 145 (Session de 1952-1953) : Amendements;
- 338 (Session de 1952-1953) : Rapport;
- 339, 360, 368, 390 et 397 (Session de 1952-1953) : Amendements;
- 489 (Session de 1952-1953) : Texte adopté au premier vote;
- 523 (Session de 1952-1953) : Rapport complémentaire.

Annales de la Chambre des Représentants :

3, 11 et 18 juin 1953.

Documents du Sénat :

- 375 (Session de 1952-1953) : Projet transmis par la Chambre des Représentants;
- 23 (Session de 1953-1954) : Rapport;
- 161 (Session de 1953-1954) : Rapport complémentaire;
- 190 en 217 (Session de 1953-1954) : Amendements.

Annales du Sénat :

23 et 24 février 1954.

Documents de la Chambre des Représentants :

- 336 (Session de 1953-1954) : Projet amendé par le Sénat;
- 372 (Session de 1953-1954) : Rapport;
- 390 (Session de 1953-1954) : Amendement;
- 151-2, 3 et 4 (Session de 1954-1955) : Amendements;
- 151-5 (Session de 1954-1955) : Rapport complémentaire;
- 151-6 (Session de 1954-1955) : Amendements.

Annales de la Chambre des Représentants :

3 et 10 février 1955.

# BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1954-1955.

10 FEBRUARI 1955.

**Wetsontwerp inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State.**

ONTWERP OPNIEUW GEAMENDEERD  
DOOR DE KAMER  
DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

EERSTE ARTIKEL.

§ 1.—De wedden van de Eerste-Voorzitter, de voorzitter, de raadsleden, de auditeurs-generaal, de auditeurs, de leden van het coördinatiebureau, de substituten van de auditeur-generaal, de griffier en de adjunct-griffiers van de Raad van State worden als volgt vastgesteld :

R. A 4677.

Zie :

Gedr. St. van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

- 134 (Zitting 1952-1953) : Wetsontwerp;
- 145 (Zitting 1952-1953) : Amendementen;
- 338 (Zitting 1952-1953) : Verslag;
- 339, 360, 368, 390 en 397 (Zitting 1952-1953) : Amendementen;
- 489 (Zitting 1952-1953) : Tekst aangenomen in eerste lezing;
- 523 (Zitting 1952-1953) : Aanvullend verslag.

Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

3, 11 en 18 Juni 1953.

Gedr. St. van de Senaat :

- 375 (Zitting 1952-1953) : Ontwerp overgemaakt door de Kamer der Volksvertegenwoordigers;
- 23 (Zitting 1953-1954) : Verslag;
- 161 (Zitting 1953-1954) : Aanvullend verslag;
- 190 en 217 (Zitting 1953-1954) : Amendementen.

Handelingen van de Senaat :

23 en 24 Februari 1954.

Gedr. St. van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

- 336 (Zitting 1953-1954) : Ontwerp gewijzigd door de Senaat;
- 372 (Zitting 1953-1954) : Verslag;
- 390 (Zitting 1953-1954) : Amendement;
- 151-2, 3 en 4 (Zitting 1954-1955) : Amendementen;
- 151-5 (Zitting 1954-1955) : Aanvullend verslag;
- 151-6 (Zitting 1954-1955) : Amendementen.

Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

3 en 10 Februari 1955.

1<sup>e</sup> Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1952 au 30 avril 1954 :

Premier Président . . . . .	fr.	340.000
Président . . . . .	fr.	330.000
Conseillers . . . . .	fr.	270.000
Auditeur général . . . . .	fr.	320.000
Greffier . . . . .	fr.	270.000
Auditeurs . . . . .	fr.	228.000
Membres du bureau de coordination . . . . .	fr.	194.000
Substituts de l'auditeur général . . . . .	fr.	186.000
Greffiers adjoints . . . . .	fr.	150.000

2<sup>e</sup> A partir du 1<sup>er</sup> mai 1954 :

Premier Président . . . . .	fr.	376.000
Président . . . . .	fr.	376.000
Conseillers . . . . .	fr.	304.000
Auditeur général . . . . .	fr.	359.000
Auditeurs . . . . .	fr.	256.000
Membres du bureau de coordination . . . . .	fr.	213.000
Substituts de l'auditeur général . . . . .	fr.	193.000
Greffier . . . . .	fr.	190.000
Greffiers adjoints . . . . .	fr.	153.000

§ 2. — Lorsqu'un membre du Conseil des Mines est attaché au Conseil d'Etat au titre d'assesseur minier, son traitement est fixé à 170.000 francs pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1952 au 30 avril 1954, et à 188.000 francs à partir du 1<sup>er</sup> mai 1954.

§ 3. — Le magistrat délégué aux fonctions de membre du bureau de coordination et le greffier qui étaient en fonction à la date de la présente loi, continuent à bénéficier à titre personnel à partir du 1<sup>er</sup> mai 1954 du traitement établi sous le régime adopté pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1952 au 30 avril 1954, sur la base de 270.000 francs et des augmentations auxquelles ils ont droit.

1<sup>e</sup> Voor de periode van 1 Januari 1952 tot 30 April 1954 :

Eerste-Voorzitter . . . . .	fr.	340.000
Voorzitter . . . . .	fr.	330.000
Raadsheren . . . . .	fr.	270.000
Auditeur-generaal . . . . .	fr.	320.000
Greffier . . . . .	fr.	270.000
Auditeurs . . . . .	fr.	228.000
Leden van het coördinatiebureau . . . . .	fr.	194.000
Substituten van de Auditeur-generaal . . . . .	fr.	186.000
Adjunct-griffiers . . . . .	fr.	150.000

2<sup>e</sup> Met ingang van 1 Mei 1954 :

Eerste-Voorzitter . . . . .	fr.	376.000
Voorzitter . . . . .	fr.	376.000
Raadsheren . . . . .	fr.	304.000
Auditeur-generaal . . . . .	fr.	359.000
Auditeurs . . . . .	fr.	256.000
Leden van het coördinatiebureau . . . . .	fr.	213.000
Substituten van de Auditeur-generaal . . . . .	fr.	193.000
Greffier . . . . .	fr.	190.000
Adjunct-griffiers . . . . .	fr.	153.000

§ 2. — Wanneer een lid van de Mijnraad aan de Raad van State wordt toegevoegd als mijnassessor, dan wordt zijn wedde vastgesteld op 170.000 frank, voor de periode van 1 Januari 1952 tot 30 April 1954, en op 188.000 frank met ingang van 1 Mei 1954.

§ 3. — De voor de functie van lid van het coördinatiebureau afgevaardigde magistraat en de griffier die op de datum van deze wet in functie waren, blijven voor zich persoonlijk met ingang van 1 Mei 1954 de wedde genieten vastgesteld onder het stelsel dat aangenomen werd voor de periode van 1 Januari 1952 tot 30 April 1954, op basis van 270.000 frank, plus de weddeverhogingen waarop ze recht hebben.

#### ART. 2.

L'indemnité annuelle pour les assesseurs de la section de législation du Conseil d'Etat est fixée à 135.000 francs pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1952 au 30 avril 1954, et à 152.000 francs à partir du 1<sup>er</sup> mai 1954.

#### ART. 2.

De jaarlijkse vergoeding van de bijzitters van de afdeling wetgeving van de Raad van State wordt op 135.000 frank vastgesteld voor de periode van 1 Januari 1952 tot 30 April 1954 en op 152.000 frank met ingang van 1 Mei 1954.

#### ART. 3.

Les traitements et indemnités visés aux articles 1 et 2 sont majorés comme suit après chaque période de fonctions au Conseil d'Etat :

Premier président . . . . .	3 années de fonctions	fr.	14.400
Président . . . . .	6 années de fonctions	fr.	14.400
Conseillers . . . . .	9 années de fonctions	fr.	14.400
Auditeur général . . . . .	12 années de fonctions	fr.	7.200
Auditeurs . . . . .	15 années de fonctions	fr.	7.200
Greffier . . . . .	18 années de fonctions	fr.	7.200
Assesseurs miniers . . . . .	21 années de fonctions	fr.	7.200

72.000

#### ART. 3.

De bij artikelen 1 en 2 vastgestelde wedden en vergoedingen worden, na elke periode van functie bij de Raad van State, verhoogd als volgt :

Eerste-voorzitter . . . . .	3 jaren functie	fr.	14.400
Voorzitter . . . . .	6 jaren functie	fr.	14.400
Raadsheren . . . . .	9 jaren functie	fr.	14.400
Auditeur-generaal . . . . .	12 jaren functie	fr.	7.200
Auditeurs . . . . .	15 jaren functie	fr.	7.200
Greffier . . . . .	18 jaren functie	fr.	7.200
Mijnassessoren . . . . .	21 jaren functie	fr.	7.200

72.000

Les substituts, les membres du bureau de coordination et les greffiers adjoints bénéficient d'une majoration de 14.400 francs tous les trois ans pendant une carrière d'une durée respective de 24, 21 et 18 ans.

Les assesseurs de la section de législation bénéficient d'une majoration de 7.200 francs tous les trois ans pendant les 9 premières années de fonctions et d'une majoration de 3.600 francs tous les trois ans pendant les 12 années suivantes.

La première de ces majorations prend cours au premier jour du semestre civil qui suit la première période de trois années de fonctions.

Le bénéfice de l'ancienneté reste acquis aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, quelles que soient les promotions dont ils puissent faire l'objet.

Lorsqu'un membre de l'auditorat, du bureau de coordination ou du greffe est détaché pour accomplir une mission confiée par le Gouvernement, l'exercice de ses fonctions au Conseil d'Etat est suspendu; néanmoins il conserve sa qualité et la rémunération y afférente ainsi que son droit aux majorations d'ancienneté.

L'article 188bis de la loi d'organisation judiciaire est applicable aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

Pour le calcul des augmentations périodiques, il est, en faveur de ceux de ces titulaires ayant au moment de leur nomination plus de dix années de barreau, de magistrature, d'enseignement supérieur ou de fonctionnariat, tenu compte, à l'égal d'une année de fonction, de chaque année de barreau, de magistrature, de professorat dans l'enseignement supérieur ou de fonctionnariat dépassant dix années d'inscription, de fonction ou d'enseignement.

Dans le cas où certaines de ces professions auraient été exercées en même temps pendant une ou plusieurs années, le cumul de celles-ci n'est pas autorisé pour le calcul des majorations d'ancienneté et chacune de ces années ne peut être comptée que pour une seule unité.

Pour le calcul des augmentations périodiques attribuées aux assesseurs miniers, il est tenu compte de leurs années de fonctions « comme membre effectif » du Conseil des Mines.

#### ART. 4.

Les traitements, indemnités et majorations d'ancienneté dont il est question aux articles précédents sont soumis au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères.

#### ART. 5.

Les titulaires des fonctions visées aux articles 1 et 2 reçoivent l'indemnité de naissance et les allocations familiales allouées aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

Les autres allocations, indemnités et rétributions complémentaires de traitement qui sont attribuées aux fonctionnaires de l'ordre administratif sont accordées dans la même mesure et dans les mêmes conditions aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

De substituten, de leden van het Coördinatiebureau en de adjunct-griffiers genieten een driejaarlijkse verhoging van 14.400 frank gedurende een loopbaan van respectievelijk 24, 21 en 18 jaar.

De bijzitters van de afdeling wetgeving genieten een driejaarlijkse verhoging van 7.200 frank gedurende de eerste 9 jaren functie en een driejaarlijkse verhoging van 3.600 frank gedurende de volgende 12 jaren.

De eerste dier verhogingen gaat in op de eerste dag van het kalendersemester dat volgt op de eerste periode van drie jaren functie.

De ambtsdragers bij de Raad van State blijven het anciënniteitsvoordeel behouden, ongeacht de bevorderingen welke zij mochten verkrijgen.

Wanneer een lid van het Auditoraat, het coördinatiebureau of de griffie gedetacheerd is om een door de Regering toevertrouwde zending te vervullen wordt de uitoefening van zijn functies bij de Raad van State geschorst; nochtans behoudt hij zijn hoedanigheid en de daaraan verbonden bezoldiging alsmede zijn recht op de anciënniteitsverhogingen.

Artikel 188bis van de wet op de rechterlijke inrichting is van toepassing op de ambtsdragers bij de Raad van State.

Bij de berekening der periodieke verhogingen wordt ten gunste van de titularissen die bij hun benoeming meer dan tien jaar dienst bij de balie, de magistratuur, als hoogleraar of als ambtenaar hebben, voor een vol ambtsjaar geteld ieder jaar boven de tien, aan de balie, in de magistratuur, in het hoger onderwijs of in het ambtenaarschap doorgebracht.

Mochten sommige van deze beroepen gedurende een of meer jaren tegelijkertijd uitgeoefend geweest zijn, dan geldt deze cumulatie niet voor de berekening der anciënniteitsverhogingen, zodat elk dier jaren slechts eenmaal in aanmerking mag komen.

Bij de berekening van de periodieke verhogingen toegekend aan de mijnassessoren, worden hun jaren dienst als effectief lid van de Mijnraad in aanmerking genomen.

#### ART. 4.

De wedden, vergoedingen en anciënniteitsverhogingen waarvan sprake in de vorige artikelen zijn onderworpen aan het op de wedden van het personeel van de ministeries van toepassing zijnde mobiliteitsregime.

#### ART. 5.

De ambtsdragers bedoeld in de artikelen 1 en 2 genieten de geboortevergoedingen en kindertoelagen toegekend aan de ambtenaren van de administratie.

De overige wedde-aanvullende toelagen, vergoedingen en uitkeringen welke aan de ambtenaren van de administratie worden toegekend, worden onder dezelfde voorwaarden toegekend aan de ambtsdragers bij de Raad van State.

Toutefois, le régime instauré par l'article 4 de la loi du 30 juillet 1928, modifié par l'article 8 de la loi du 13 juillet 1930 et par l'arrêté-loi du 26 janvier 1935, et les arrêtés des 19 janvier 1942 et 31 janvier 1945, ainsi que l'allocation mensuelle de 100 francs par enfant comprise dans l'indemnité de mobilité, seront maintenus à ceux de ces titulaires exerçant au moment de leur nomination au Conseil d'Etat des fonctions de magistrats de l'ordre judiciaire et ayant ou ayant eu au moins cinq enfants, ceux-ci conservant leur rang. D'autre part, l'allocation octroyée au troisième enfant sera toujours égale à la somme des allocations octroyées aux trois premiers enfants bénéficiaires des fonctionnaires de l'ordre administratif, et l'allocation octroyée à compter du quatrième enfant ne sera jamais inférieure aux allocations octroyées pour les enfants de même rang des titulaires de fonctions visés à l'alinéa premier.

#### ART. 6.

Est abrogée, la loi du 9 décembre 1950 portant fixation en unités monétaires, des traitements, indemnités et majorations d'ancienneté du personnel du Conseil d'Etat.

Sont abrogés les articles 1, 2 et 3 de la loi du 15 avril 1949, concernant les traitements et le régime de pension des membres du Conseil des Mines.

Le traitement annuel visé à l'article 6 de la loi du 15 avril 1949 est celui que fixe la présente loi.

#### ART. 7.

La présente loi sort ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1952. Toutefois, le dernier alinéa de l'article 5 sort ses effets le 1<sup>er</sup> décembre 1947.

Bruxelles, le 10 février 1955.

*Le Président de la Chambre  
des Représentants,*

C. HUYSMANS.

*Les Secrétaires, | De Secretarissen,*

J. VERCAUTEREN.

M. JAMINET.

Het regime dat ingevoerd werd bij artikel 4 der wet van 30 Juli 1928, gewijzigd bij artikel 8 der wet van 13 Juli 1930 en bij de besluitwet van 26 Januari 1935, en de besluiten van 19 Januari 1942 en 31 Januari 1945, alsmede de maandelijkse uitkering van 100 frank per kind, begrepen in de mobiliteitsvergoeding, worden evenwel gehandhaafd ten gunste van de titularissen die, op het ogenblik van hun benoeming in de Raad van State, als magistraat van de rechterlijke macht fungeerden en ten minste vijf kinderen hebben of gehad hebben, en dezen behouden hun rang. Te andere zijde moet de uitkering voor het derde kind steeds gelijk zijn aan de som van de uitkeringen aan de eerste drie begunstigde kinderen van de ambtenaren van de administratie, en de uitkering welke vanaf het vierde kind wordt toegekend zal nooit lager zijn dan de uitkeringen die worden toegekend voor de kinderen van dezelfde rang van de onder het eerste lid bedoelde ambtsdragers.

#### ART. 6.

De wet van 9 December 1950 houdende vaststelling in geldeenheid, van de wedden, vergoedingen en anciënniteitsverhogingen van het personeel van de Raad van State wordt opgeheven.

De artikelen 1, 2 en 3 der wet van 15 April 1949; betreffende de wedde- en de pensioenregeling van de leden en de griffier van de Mijnraad, worden opgeheven.

De jaarwedde, waarvan sprake in artikel 6 der wet van 15 April 1949, is die welke bij deze wet wordt bepaald.

#### ART. 7.

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 Januari 1952. Het laatste lid van artikel 5 heeft echter uitwerking met ingang van 1 December 1947.

Brussel, 10 Februari 1955.

*De Voorzitter van de Kamer der  
Volksvertegenwoordigers,*